

Le FN n'est pas un parti comme les autres

La CGT, veut empêcher le monde du travail de tomber dans le piège des idées xénophobes, car ce serait un cadeau au patronat qui a toujours fait de la division des salariés une arme face aux mobilisations sociales. Bernard Thibault le souligne : « En France, le Front national s'efforce de toiletter son discours pour mieux séduire les salariés en cherchant à gommer les traits les plus saillants de son image » ... « Est-il devenu pour autant un parti comme les autres ? C'est ce dont on cherche à nous convaincre. La CGT a décidé de ne pas laisser faire cette banalisation du Front National. Ce dernier conserve la préférence nationale comme fondement central de sa politique en matière économique et sociale. Ainsi, il justifie toutes les discriminations fondées sur la nationalité ou l'origine. Ceci est totalement antinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme, qui recherche l'unité des salariés face aux employeurs. Il est donc, non seulement légitime, mais indispensable de mener ce débat, même si celui-ci peut conduire à affronter la conviction d'une partie des salariés qui croient que le FN pourrait devenir le porte-voix des exploités. La CGT a décidé de s'y atteler. Les salariés ne doivent pas avoir la mémoire courte. Jamais le FN n'a été aux côtés des salariés dans leurs luttes. Il a encore démontré son aversion aux mobilisations populaires au moment de la réforme des retraites en 2010, en qualifiant « d'émeutiers » les millions de grévistes. L'histoire nous a enseigné que le danger de la propagation des idées xénophobes ne doit jamais être sous-estimé. Il n'est pas vrai que les salariés n'auraient d'autre choix pour se faire entendre que de tomber dans les bras de ceux qui ont toujours prôné le repli nationaliste, le rejet de l'autre et la xénophobie, et professent un anti-syndicalisme virulent. »



Branche Poste

Augmentation du prix du timbre, les actionnaires vont se régaler

En cette période de crise économique et de baisse du pouvoir d'achat, le groupe La Poste, qui enregistre des bénéfices exceptionnels pour 2010 (550 millions d'euros), annonce une augmentation du prix du timbre de +3,45% (0,60 € au lieu de 0,58 €) pour le 1^{er} juillet 2011 alors que rien ne le justifie, sinon la volonté de répondre aux exigences du nouvel actionariat. Cette hausse sera suivie de deux nouvelles offres de courrier en octobre 2011, une « économique et écologique » en J+2 et une « technologique » via internet en J+1 (au tarif « exceptionnel » de 0,99 €).

Comme le dénonçait la CGT, la loi de 2010 transformant La Poste en SA ne fait qu'accroître les choix de rentabilité financière au détriment du service public.

Un vraie protection !

Le cycle de négociations entre La Poste et les organisations syndicales au sujet de la complémentaire santé des fonctionnaires s'achèvera le 31 mai. Le projet actuel ne prévoit de participation que sur la partie « santé », sans prise en compte de la prévoyance, une distinction selon le statut (cadre ou non-cadre) et aucune proposition pour les retraités.

La CGT, tout en dénonçant l'insuffisance de ces propositions, porte des revendications pour de meilleures garanties : une participation à la prévoyance qui doit couvrir les arrêts de travail pour motifs de santé au-delà de 90 jours, des garanties identiques quelque soit le statut avec une participation de 60% minimum de La Poste et viser au moins le meilleur de l'accord collectif concernant les contractuels, des mesures visant à ne pas pénaliser les retraités (ni en cotisations ni en prestation). La Poste comme l'Etat doivent assumer leurs responsabilités.

Branche Télécoms

Equant mais pas égale !

Depuis début avril, les salariés d'Equant France, filiale de France Telecom, se mobilisent par des débrayages quotidiens et journées de grève sur les trois sites Equant à Paris, Nice et Rennes. Ces actions rassemblent tous les jours environ 500 personnes, soit environ 1 salarié sur 2 depuis 15 jours.

En effet, ils ont appris que leur direction, contrairement aux autres années, ne leur verserait pas de prime d'intéressement.

Ils revendiquent 1 500 euros de prime pour tous pour 2011 et 150 euros par mois d'augmentation du salaire mensuel.

La Direction n'a pas fait jusqu'à aujourd'hui de proposition acceptable. La lutte continue.

La proximité n'est pas un gadget de la CGT !

Au travers de sa revendication sur la proximité des Institutions Représentatives du Personnel, la CGT recherche l'humanisation de France Télécom.

Pour la CGT, la négociation sur l'architecture des IRP ne doit prendre en compte que l'intérêt du personnel.

Prenons le cas des périmètres DP : nous jugeons scandaleux le seuil de 80 pour déclencher un établissement DP. Le Code du Travail dit clairement que le seuil est à partir de 11 salariés. Cela conduit à empêcher le personnel de nombreux sites d'avoir des DP proches de son lieu de travail.

En plus de l'action quotidienne menée, notamment lors des négociations, nous allons saisir la Direction du Travail pour une nouvelle tentative d'obtention de périmètres à taille humaine.

Etre proche des salariés, c'est mettre en avant la vie.

Échos

Tous Ensemble le 31 mai

Les huit syndicats de la Fonction Publique (CGT, CFDT, FO, FSU, Unsa, CFTC, CGC, Solidaires) appellent à une action commune le 31 mai contre l'austérité en matière de politique salariale qu'engendre le gel du point d'indice pour 2012, alors que l'inflation est estimée à 2% par l'Insee, ainsi que le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Seule la progression du point d'indice permettra véritablement de compenser l'inflation et d'assurer une réelle augmentation des salaires, pour tous les fonctionnaires et agents contractuels.

C'est pourquoi les organisations syndicales exigent une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivie de l'ouverture de véritables négociations

Emploi

La CGT refuse la stigmatisation des chômeurs

Le Ministre du travail annonce un objectif de réduction du taux de chômage sous les 9% pour la fin d'année. Il indique vouloir faire appliquer la loi sur les « offres raisonnables » d'emploi afin de contraindre les chômeurs à accepter une offre. Selon lui ce seraient plus de 200 000 offres, dont certaines à des salaires de 1 500 à 2 100 Euros, qui ne trouveraient pas « preneur ». La CGT dénonce l'objectif d'affichage statistique qui obligera les chômeurs à accepter, parfois dans l'urgence, des offres d'emplois déqualifiées, dévalorisées et peu rémunérées sous peine de perte d'allocation. Au final, c'est la précarité et le sous-emploi qui se développeront. Depuis quelques jours ce sont les titulaires du RSA qui sont pointés du doigt par les propos de L. WAUQUIEZ. Hasard du calendrier ? Non, chacun sait combien ce gouvernement est l'ennemi des « pauvres »...

Intérimaires : toujours plus !

L'emploi intérimaire, qui avait été le premier à payer le choc de la crise financière en 2008, continue sa progression avec des effectifs en hausse de 19,5% par rapport au premier trimestre 2010, selon le baromètre Prisme publié jeudi 28 avril. Les entreprises continuent de privilégier deux catégories socioprofessionnelles : les ouvriers qualifiés (+23,6% au premier trimestre) et les cadres et professions intermédiaires (+23%). Sur le seul mois de mars, les effectifs intérimaires ont enregistré une progression de 17,8% sur un an, un peu moins forte toutefois qu'en février (+18,8%) et surtout janvier (+22,4%), a précisé le Prisme. Depuis janvier, l'industrie, qui représente plus de la moitié des effectifs intérimaires, tire l'emploi intérimaire (+30,7%).

En mars, les effectifs y ont progressé de 28,4%.

International

« Dehors les syndicats » !

Le 28 mars un bureau syndical de la confédération démocratique du travail (CDT) a été créé à Webhelp Maroc, centre d'appels sous traitant, entre autres, de France Télécom, SFR et Numéricable.

La direction de Webhelp a « salué » la création de ce syndicat en licenciant les secrétaire et trésorier nouvellement élus !

Elle menace aussi les autres membres du syndicat sur le site de Rabat. Il y a quelques semaines, le représentant de l'Union Générale des travailleurs marocains à Fès avait été, lui aussi, licencié. La responsabilité des donneurs d'ordre est pleinement engagée.

La CGT FAPT réaffirme sa solidarité envers les militants syndicaux sanctionnés et intervient auprès de Webhelp et des donneurs d'ordre pour qu'ils soient immédiatement réintégrés !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Ecole : pour la FCPE il faut plus de profs

Indignée par une déclaration du Ministre, Georges Tron, pour qui il y aurait 18.000 professeurs des écoles « sans relation d'enseignement avec les enfants », la 1^{ère} fédération de parents d'élèves a affirmé qu'il en faudrait au contraire 180.000 de plus pour arriver au niveau d'encadrement d'un pays comme le Danemark.

La FCPE rappelle qu'elle souhaite un collectif budgétaire augmentant, dès cette année le budget de l'Éducation nationale et réduisant les suppressions de postes prévues à la rentrée 2011.

Sa pétition « De l'ambition pour l'École ! », lancée il y a deux semaines a dépassé récemment les 13.000 signatures.

Signez la au <http://petition.fcpe.asso.fr>

Salaires

Le bal des tartuffes

Le « président du pouvoir d'achat », toujours plus au service du Medef, a permis que les écarts de revenus se creusent, que les actionnaires soient toujours mieux servis. Au sujet de la vraie-fausse prime, Laurence Parisot s'est écriée : « C'est une idée tout à fait néfaste (...). C'est une mesure ruineuse. En obligeant et en fixant des chiffres (...), en imposant un seuil, ça peut être la ruine des entreprises ». Pour elle, l'amélioration du partage des richesses passe par le dialogue social et « 2 outils formidables : la participation et l'intéressement ». Mais le dialogue social est au Medef ce que le romantisme est au FMI. Quant à l'intéressement et la participation, ils ne répondent pas aux exigences face à la flambée des prix et à l'augmentation des dépenses contraintes.

Urgence Salaires

Un sondage Harris Interactive pour l'Humanité Dimanche, vient confirmer la forte préoccupation des Français pour les salaires. 76% estiment que la revalorisation des salaires doit être la priorité pour les organisations syndicales. Ils citent ensuite la défense de l'emploi (72%) et la protection sociale (70%). D'autres sujets pointent tels que la santé au travail (61%), la prise en compte de la pénibilité (59%) ou l'âge de départ à la retraite (55%) ou encore l'égalité professionnelle hommes-femmes (52%). Ils souhaitent l'union des syndicats pour faire avancer leurs revendications : 74% d'entre eux veulent qu'ils se mettent d'accord « afin d'être plus efficaces ». Notons que 80% des sondés demandent aux organisations syndicales d'agir « rapidement sur ces dossiers sans attendre la présidentielle de 2012 ».

Égalité

LGBT : un combat !

En cette période troublée, où l'on constate malheureusement une montée de la pensée fascisante de l'extrême droite, il est important de rappeler les valeurs républicaines : Liberté, Égalité, Fraternité. Il est nécessaire de ne pas diviser les salariés, de ne pas stigmatiser certaines personnes du seul fait de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle.

Les « politiques diversités » des entreprises ignorent très souvent ces questions. La « Charte égalité » de la Fonction publique n'est pas déclinée dans certains ministères et reste lettre morte.

Dans ses propositions revendicatives la CGT met en avant l'égalité de droits. Sans engagement collectif il sera difficile d'avancer. La CGT s'associe à la réussite de cette journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie.